

Annexe

Bijlage

Décision de la Banque Nationale de Belgique relative aux frais de consultation des données enregistrées par la Banque concernant les défauts de paiement en matière de crédit à la consommation et crédit hypothécaire

Besluit van de Nationale Bank van België betreffende de kosten van raadpleging van de door de Bank geregistreerde gegevens betreffende wanbetalingen inzake consumentenkrediet en hypotheecair krediet

La Banque Nationale de Belgique,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, notamment l'article 71, § 4;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 1992 relatif à l'enregistrement par la Banque Nationale de Belgique des défauts de paiement en matière de crédit à la consommation et de crédit hypothécaire, notamment l'article 11, alinéa 4, tel qu'inséré par l'article 5 de l'arrêté royal du 11 janvier 1993;

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté ministériel du 1er août 1991,

Décide :

Article 1er. Les frais qui résultent de la consultation des données enregistrées par la Banque concernant les défauts de paiement en matière de crédit à la consommation et de crédit hypothécaire sont fixés comme suit, par réponse, qu'elle soit détaillée ou globale et par personne sur laquelle porte la consultation :

1° cent dix francs (F 110), hors T.V.A., lorsque la demande de consultation est introduite par écrit;

2° quarante francs (F 40), hors T.V.A., lorsque la demande de consultation est introduite par téléprocessing.

Art. 2. Lorsque la consultation se réalise par des communications automatiques, comme prévu à l'article 13 de l'arrêté royal du 20 novembre 1992, relatif à l'enregistrement par la Banque Nationale de Belgique des défauts de paiement en matière de crédit à la consommation et de crédit hypothécaire, modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1993, les frais résultant de ces communications sont toutefois fixés comme suit, hors T.V.A., par personne sur laquelle porte la consultation et par communication :

1° deux francs cinquante centimes (F 2,50), si le support d'information est le papier;

2° un franc (F 1), si la réponse est donnée sur une bande magnétique livrée par le demandeur.

Art. 3. La présente décision produit ses effets le 1er janvier 1993.

Bruxelles, le 12 février 1993.

Le Gouverneur,
A. VERPLAETSE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mars 1993.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

De Nationale Bank van België,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, inzonderheid op artikel 71, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 1992 betreffende de registratie door de Nationale Bank van België van wanbetalingen inzake consumentenkrediet en hypotheecair krediet, inzonderheid artikel 11, lid 4, zoals ingevoegd bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 januari 1993;

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende de verplichting tot aangifte der prijsverhogingen, inzonderheid artikel 3, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 1 augustus 1991,

Besluit :

Artikel 1. De kosten die voortvloeien uit de raadpleging van de door de Bank geregistreerde gegevens betreffende wanbetalingen inzake consumentenkrediet en hypotheecair krediet zijn als volgt vastgesteld, per antwoord, ongeacht of het gedetailleerd of globaal is, en per persoon op wie de raadpleging slaat :

1° honderd en tien frank (F 110), buiten BTW, indien de aanvraag tot raadpleging schriftelijk geschiedt;

2° veertig frank (F 40), buiten BTW, indien de aanvraag tot raadpleging wordt ingediend per teleprocessing.

Art. 2. Wanneer de raadpleging gebeurt bij middel van automatische mededelingen, zoals bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 20 november 1992 betreffende de registratie door de Nationale Bank van België van wanbetalingen inzake consumentenkrediet en hypotheecair krediet, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 januari 1993, worden de kosten, buiten BTW, die voortvloeien uit deze mededelingen nochtans als volgt vastgesteld, per persoon op wie de raadpleging slaat, en per mededeling :

1° twee frank en vijftig centiemen (F 2,50), indien de informatie drager het papier is;

2° één frank (F 1), indien het antwoord wordt gegeven op een magnetische band die door de aanvrager wordt geleverd.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Brussel, 12 februari 1993.

De Gouverneur,
A. VERPLAETSE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 maart 1993.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

F. 93 — 755

N. 93 — 755

1er FEVRIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs

1 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1970 betreffende het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967;

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs, notamment l'article 13, modifié par les arrêtés royaux des 11 août 1972, 30 juillet 1981, 3 août 1983 et 28 novembre 1991 et l'article 32, modifié par les arrêtés royaux des 11 août 1972 et 30 juillet 1981;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en date du 10 décembre 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les mesures restrictives relatives à l'activité professionnelle autorisée des ouvriers mineurs pensionnés pour invalidité, qui sont immédiatement d'application pour les bénéficiaires dont la pension prend cours le 1er janvier 1993, doivent être publiées sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 13 de l'arrêté royal du 19 novembre 1970, relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs, modifié par les arrêtés royaux des 11 août 1972, 30 juillet 1981, 3 août 1983 et 28 novembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. § 1er. Les pensions visées au présent arrêté ne sont payables que si le bénéficiaire n'exerce pas d'activité professionnelle, sauf dans les cas et sous les conditions fixées aux paragraphes suivants.

§ 2. Il faut entendre par activité professionnelle, toute activité susceptible de produire des revenus visés, suivant le cas, à l'article 23, § 1er, 1^o, 2^o ou 4^o, ou à l'article 228, § 2, 3^o ou 4^o, du Code des impôts sur les revenus, coordonné par l'arrêté royal du 10 avril 1992 et confirmé par la loi du 12 juin 1992, même si elle est exercée par personne interposée, et toute activité analogue exercée dans un pays étranger ou au service d'une organisation internationale ou supranationale.

§ 3. Le bénéficiaire d'une pension d'invalidité est autorisé, moyennant déclaration préalable et aux conditions reprises au présent paragraphe :

1^o à exercer une activité professionnelle régie par la législation relative aux contrats de louage de travail, ou par un statut légal ou réglementaire analogue, pour autant que le revenu professionnel brut ne dépasse pas F 276 586 par année civile;

2^o à exercer une activité professionnelle comme travailleur indépendant ou comme aidant qui entraîne l'assujettissement à l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, ou qui est exercée en qualité d'époux aidant ou d'épouse aidante, pour autant que les revenus professionnels produits par cette activité ne dépassent pas F 221 268 par année civile.

Par revenus professionnels des activités visées à l'alinéa précédent, il y a lieu d'entendre les revenus professionnels bruts, diminués des dépenses ou charges professionnelles et, le cas échéant, des pertes professionnelles, retenus par l'administration des contributions directes pour l'établissement de l'impôt relatif à l'année concernée. Si l'activité d'aidant est exercée par l'époux ou par l'épouse, il y a lieu de prendre en considération la part des revenus professionnels du conjoint exploitant qui est attribuée à l'aidant, conformément au Code des impôts sur les revenus. La quote-part des revenus professionnels attribuée au conjoint, conformément à l'article 87 du Code des impôts sur les revenus coordonné par l'arrêté royal du 10 avril 1992 et confirmé par la loi du 12 juin 1992, est ajoutée aux revenus de l'exploitant.

Dans les revenus professionnels visés à l'alinéa précédent, ne sont toutefois compris ni le montant des cotisations payées en application de l'arrêté royal n^o 38 ou des arrêtés royaux portant des mesures relatives à la modération des revenus, imposées aux travailleurs indépendants en vertu des lois des 6 juillet 1983 et 27 mars 1986 accordant certains pouvoirs spéciaux au Roi, avant la prise de cours effective de la pension et remboursées au bénéficiaire après celle-ci, ni le montant des intérêts moratoires acquis au bénéficiaire.

Si l'activité en qualité de travailleur indépendant ou d'aidant est exercée à l'étranger, il est tenu compte du revenu professionnel imposable produit par cette activité.

Si l'activité comme travailleur indépendant ou comme aidant est, en raison de sa nature ou de circonstances particulières, interrompue durant une ou plusieurs périodes d'une année déterminée, elle est présumée avoir été exercée sans interruption durant l'année envisagée.

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1970 betreffende het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 augustus 1972, 30 juli 1981, 3 augustus 1983 en 28 november 1991 en op artikel 32, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 augustus 1972 en 30 juli 1981;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers van 10 december 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de beperkende maatregelen inzake toegelaten beroepsactiviteit van wegens invaliditeit gepensioneerde mijnwerkers, die onmiddellijk van toepassing zijn op de gerechtigden van wie het pensioen op 1 januari 1993 ingaat, onverwijld moeten worden bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 november 1970 betreffende het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 augustus 1972, 30 juli 1981, 3 augustus 1983 en 28 november 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 13. § 1. De bij dit besluit bedoelde pensioenen zijn slechts betaalbaar indien de gerechtigde geen beroepsarbeid uitoefent, behalve in de gevallen en onder de voorwaarden die in de volgende paragrafen zijn bepaald.

§ 2. Onder beroepsarbeid dient te worden verstaan iedere bezigheid die, naargelang van het geval, een in artikel 23, § 1, 1^o, 2^o of 4^o of in artikel 228, § 2, 3^o of 4^o, van het Wetboek van inkomstenbelastingen, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 10 april 1992 en bekrachtigd bij wet van 12 juni 1992 beoogd inkomen kan opleveren, zelfs indien ze door een tussenpersoon wordt uitgeoefend, en iedere gelijkaardige bezigheid uitgeoefend in een vreemd land of in dienst van een internationale of supranationale organisatie.

§ 3. De pensioengerechtigde mag, mits voorafgaande verklaring en onder de in deze paragraaf bepaalde voorwaarde :

1^o een beroepsbezigheid uitoefenen die onder toepassing valt van de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten, of van een soortgelijk wettelijk of reglementair statuut, voor zover het bruto beroepsinkomen per kalenderjaar F 276 586 niet overschrijdt;

2^o een beroepsbezigheid als zelfstandige of als helper uitoefenen die de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen tot gevolg heeft, of die wordt uitgeoefend in de hoedanigheid van echtgenoot-helper of van echtgenote-helpster, voor zover het beroepsinkomen uit deze bezigheid per kalenderjaar F 221 268 niet overschrijdt.

Onder beroepsinkomen van de in het voorgaande lid beoogde activiteiten dient te worden verstaan het bruto beroepsinkomen, verminderd met de beroepsuitgaven of lasten en, desgevallend, met de beroepsverliezen, dat weerhouden werd door het bestuur der directe belastingen voor de vaststelling van de aanslag betreffende het betrokken jaar. Indien de bezigheid als helper door de echtgenoot of door de echtgenote wordt uitgeoefend, dient het deel van het inkomen van de echtgenoot-uitbater in aanmerking genomen te worden dat aan de helper toegekend wordt overeenkomstig het Wetboek van inkomstenbelastingen. Het gedeelte van de beroepsinkomen dat overeenkomstig artikel 87 van het Wetboek van inkomstenbelastingen gecoördineerd door het koninklijk besluit van 10 april 1992 en bekrachtigd bij de wet van 12 juni 1992 aan de echtgenoot wordt toegekend, wordt bij de inkomsten van de exploitant gevoegd.

In het onder het voorgaande lid beoogde beroepsinkomen worden evenwel niet begrepen het bedrag van de bijdragen betaald in toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 of van de koninklijke besluiten houdende maatregelen betreffende de inkomensmatiging opgelegd aan de zelfstandigen krachtens de wetten van 6 juli 1983 en 27 maart 1986 tot toekenning van bijzondere machten aan de Koning, vóór de effectieve ingangsdatum van het pensioen en terugbetaald aan de gerechtigde na voornoemde datum, noch het bedrag van de verwijlrenten toegekend aan de gerechtigde.

Indien de bezigheid als zelfstandige of als helper in het buitenland wordt uitgeoefend, wordt rekening gehouden met het belastbaar beroepsinkomen uit deze bezigheid.

Indien de bezigheid als zelfstandige of als helper, omwille van de aard ervan of van bijzondere omstandigheden, gedurende één of meerdere periodes van een bepaald jaar wordt onderbroken, wordt ze verondersteld gedurende het beoogde jaar zonder onderbreking te zijn uitgeoefend.

Les revenus professionnels d'une année civile sont toujours censés être répartis uniformément sur les mois d'activité réelle ou présumée de l'année en cause;

3° à exercer une activité consistant en la création d'oeuvres scientifiques ou en la réalisation d'une création artistique, n'ayant pas de répercussion sur le marché du travail, pour autant qu'il n'ait pas la qualité de commerçant au sens du Code de commerce;

4° à exercer toute autre activité, mandat, charge ou office, pour autant que les revenus bruts qui en découlent, quelle que soit leur dénomination, ne dépassent pas F 276 586 par année civile.

§ 4. L'exercice simultané ou successif de différentes activités professionnelles susvisées est autorisé pour autant que le total des revenus visés au § 3, 2° et de 80 % du revenu visé au § 3, 1° et 4°, ne dépasse pas F 221 268.

Les montants visés au § 3 sont majorés de F 138 293 lorsque le bénéficiaire, qui a la charge principale d'au moins un enfant dans les conditions qui, conformément à l'article 48 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés, sont requises des conjoints survivants qui demandent de ce chef l'octroi d'une pension de survie avant d'avoir atteint l'âge de 45 ans, exerce une activité visée au § 3, 1° ou 4°. Lorsque ce bénéficiaire exerce une activité visée au § 3, 2°, ou à l'alinéa 1er, les montants visés au § 3, 2° et à l'alinéa 1er sont majorés de F 110 634. Pour l'application du présent alinéa, la condition précitée doit être remplie au 1er janvier de l'année concernée.

Lorsque la pension n'est pas accordée pour toute une année civile, les montants visés au § 3 et au présent paragraphe sont multipliés par une fraction dont le dénominateur est 12 et le numérateur égal au nombre de mois couverts par le droit à la pension.

§ 5. Si les revenus professionnels dépassent, selon le cas, les montants fixés aux §§ 3 et 4 :

1° le paiement de la pension, pour l'année civile concernée, est suspendu intégralement si ces montants sont dépassés de 15 % au moins;

2° si ces montants sont dépassés de moins de 15 %, le paiement de la pension est, pour l'année civile concernée, suspendu à concurrence d'un pourcentage du montant de la pension égal au pourcentage de dépassement, par rapport aux montants visés aux §§ 3 et 4.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pourcentage de dépassement est calculé, le cas échéant, au centième près. Pour le calcul du montant de la réduction, le pourcentage prévu ci-dessus est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale atteint au moins 5; dans le cas contraire, la décimale est négligée.

Le montant de la pension accordée conformément à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1° ou 2° est payé suivant le montant visé à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 3° ou 4°, selon qu'il s'agit respectivement d'un ouvrier de surface ou de fond, lorsque le conjoint exerce une activité professionnelle dont le revenu dépasse, selon le cas, les montants visés aux §§ 3 et 4.

§ 6. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions adapte chaque année, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis du Conseil national du travail, les montants visés au présent article. Les nouveaux montants sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 2. Un article 13bis, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 13bis.

§ 1er. Le bénéficiaire de la pension d'invalidité ou le conjoint d'un bénéficiaire, qui exerce une activité professionnelle visée à l'article 13 et l'employeur qui occupe un bénéficiaire de pension, sont tenus, séparément, de faire une déclaration d'exercice de cette activité professionnelle.

§ 2. Le bénéficiaire de la pension est aussi tenu d'informer par lettre recommandée son employeur de sa situation en matière de pension.

§ 3. La déclaration visée au § 1er doit être signée, datée et transmise par lettre recommandée à la poste à la Caisse de prévoyance compétente.

§ 4. La déclaration du bénéficiaire ou de son conjoint, visée au § 1er, doit être faite avant le début de l'activité en cette qualité. Elle est aussi considérée comme préalable lorsqu'elle est effectuée dans les trente jours suivant le début de l'activité ou la date de notification de la décision d'octroi de la pension.

Het beroepsinkomen van een kalenderjaar wordt steeds geacht evenvormig verdeeld te zijn over de maanden van werkelijke of vermoede bezigheid tijdens het betrokken jaar;

3° een beroepsbezigheid uitoefenen die bestaat in het scheppen van wetenschappelijke werken of het tot stand brengen van een artistieke schepping en die geen weerslag heeft op de arbeidsmarkt, voor zover hij geen handelaar is in de zin van het Wetboek van koophandel;

4° iedere andere bezigheid, mandaat, ambt of post uitoefenen, voor zover het bruto-inkomen dat eruit voortvloeit, ongeacht de benaming ervan, per kalenderjaar F 276 586 niet overschrijdt.

§ 4. de gelijktijdige of achtereenvolgende uitoefening van verscheidene hierboven beoogde beroepsbezigheden is toegelaten voor zover het totaal van het inkomen beoogd in § 3, 2° en van 80 % van het inkomen beoogd in § 3, 1° en 4°, niet meer bedraagt dan F 221 268.

De in § 3 beoogde bedragen worden met F 138 293 verhoogd wanneer de gerechtigde, die een in § 3, 1° of 4° beoogde bezigheid uitoefent, de hoofdzakelijke last heeft van ten minste één kind in de voorwaarden die, overeenkomstig artikel 48 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vereist zijn voor de langstlevende echtgenoten die uit dien hoofde de toekenning van een overlevingspensioen aanvragen alvorens de leeftijd van 45 jaar te hebben bereikt. Wanneer die gerechtigde een in § 3, 2° of een in het eerste lid beoogde bezigheid uitoefent, worden de in § 3, 2° en de in het eerste lid beoogde bedragen verhoogd met F 110 634. Voor de toepassing van dit lid moet op 1 januari van het beschouwde jaar aan de vermelde voorwaarden worden voldaan.

Wanneer het pensioen niet voor een volledig kalenderjaar is toegekend, worden de in § 3 en de in deze paragraaf beoogde bedragen vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer 12 is en de teller gelijk aan het aantal maanden die door het recht op het pensioen zijn gedekt.

§ 5. Indien het beroepsinkomen, naargelang van het geval, de in §§ 3 en 4 vastgestelde bedragen overschrijft :

1° wordt de betaling van het pensioen voor het betrokken kalenderjaar volledig geschorst indien die bedragen met ten minste 15 % worden overschreden;

2° wordt de betaling van het pensioen, indien die bedragen met minder dan 15 % worden overschreden, voor het betrokken kalenderjaar geschorst naar rata van een percentage van het pensioenbedrag dat gelijk is aan het percentage waarmee de in §§ 3 en 4 beoogde bedragen worden overschreden.

Voor de toepassing van het voorgaande lid, wordt het percentage van de overschrijding, in voorkomend geval, berekend tot op één honderste. Het aldus bekomen percentage wordt voor de berekening van het bedrag van de pensioenvermindering tot de naasthogere eenheid afgerond wanneer de eerste decimaal ten minste vijf is; in het tegenovergestelde geval wordt de decimaal verwaarloosd.

Het bedrag van het pensioen dat overeenkomstig artikel 4, § 1, eerste lid, 1° of 2° is toegekend, wordt betaald volgens het bedrag bepaald bij artikel 4, § 1, eerste lid, 3° of 4°, al naargelang het respectievelijk een ondergrondse of een bovengrondse arbeider betreft, wanneer de echtgenoot een beroepsbezigheid uitoefent waarvan het inkomen, al naar het geval, de in §§ 3 en 4 vastgestelde bedragen overschrijft.

§ 8. De Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, past, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad, de in dit artikel beoogde bedragen jaarlijks aan. De nieuwe bedragen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een als volgt opgesteld artikel 13bis ingevoegd :

« Artikel 13bis.

§ 1. De invaliditeitspensioengerechtigde of de echtgenoot van de pensioengerechtigde die een in artikel 13 beoogde beroepsbezigheid uitoefent en de werkgever, die de pensioengerechtigde tewerkstelt, zijn afzonderlijk gehouden tot de verklaring van uitoefening van deze beroepsbezigheid.

§ 2. De pensioengerechtigde is er tevens toe gehouden zijn werkgever per aangetekend schrijven in kennis te stellen van zijn pensioentoestand.

§ 3. De in § 1 bedoelde verklaring moet worden getekend, gedaat en bij een ter post aangetekend schrijven naar de bevoegde Voorzorgskas gestuurd.

§ 4. De in § 1 beoogde verklaring door de gerechtigde of door de echtgenoot moet voor de aanvang van de bezigheid in die hoedanigheid geschieden. Zij wordt eveneens als voorafgaand beschouwd wanneer zij ingediend wordt binnen de dertig dagen volgend op de aanvang van de bezigheid of op de datum van de betekening van de beslissing houdende toekenning van het pensioen.

La lettre visée au § 2 doit être établie dans le même délai.

§ 5. La déclaration de l'employeur visée au § 1er doit être faite, au plus tard, le trentième jour qui suit la date de l'expédition de la lettre recommandée du travailleur.

§ 6. A défaut de déclaration du bénéficiaire visée au § 1er, et/ou de la lettre recommandée visée au § 2, dans le délai fixé, le paiement de la pension en cours est suspendu pendant un mois et en cas de récurrence pendant trois mois.

A défaut de la déclaration par le conjoint du bénéficiaire visée au § 1er, dans le délai fixé, le montant de la pension en cours accordée conformément à l'article 4, § 1er alinéa 1er, 1^o ou 2^o, est payée pendant un mois et, en cas de récurrence, pendant trois mois, suivant le montant visé à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 3^o ou 4^o, selon qu'il s'agit respectivement d'un ouvrier de surface ou de fond.

La Commission administrative compétente prononce les sanctions prévues aux alinéas 1 et 2 selon les modalités énoncées à l'article 12, §§ 1 à 3 du présent arrêté.

La suspension ou réduction n'a, par dérogation aux dispositions de l'article 21, § 2, pas d'implication sur le droit au pécule de vacances et au pécule complémentaire.

Les sanctions prévues aux alinéas 1 et 2 ne peuvent plus être prononcées lorsqu'il s'est écoulé un délai de cinq années à compter du jour d'expiration du délai de déclaration.

§ 7. A défaut de déclaration visée au § 1er par l'employeur dans le délai fixé, celui-ci est tenu de payer une indemnité forfaitaire au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs dont le montant est égal à trois fois le salaire moyen minimum mensuel garanti fixé par la convention collective, conclue au Conseil National du Travail.

Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions détermine les conditions et modalités relatives au recouvrement et au paiement de l'indemnité. »

Art. 3. A l'article 32, alinéa 1er de l'arrêté royal du 19 novembre 1970 précité, modifié par les arrêtés royaux des 11 août 1972 et 30 juillet 1981, les mots : « et applique, à la requête du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs, les sanctions prévues à l'article 13, § 5 » sont supprimés.

Art. 4. Les dispositions de l'article 13, § 1er de l'arrêté royal du 19 novembre 1970 précité, telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par l'article 1er du présent arrêté, restent applicables jusqu'au 31 décembre 1993 aux bénéficiaires dont la pension a pris cours avant le 1er janvier 1993, si elles leur sont plus favorables et pour autant qu'ils exercent une activité professionnelle au 1er janvier 1993 et qui a été déclarée réglementairement avant cette date.

Art. 5. § 1er. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, la déclaration pour les pensions ayant pris cours effectivement pour la première fois avant le 1er janvier 1993, doit être exécutée au plus tard le 30 juin 1993 :

1^o par le bénéficiaire de pension ou le cas échéant par son conjoint qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce une activité professionnelle pour laquelle il n'a pas encore fait la déclaration requise;

2^o par l'employeur qui occupe un bénéficiaire de pension qui est entré au service avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. A défaut de la déclaration visée au § 1er, les sanctions prévues à l'article 2 du présent arrêté seront, selon le cas, d'application.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er février 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MOUREAUX

Het in § 2 beoogd schrijven moet binnen dezelfde termijn geschieden.

§ 5. De in § 1 beoogde verklaring door de werkgever moet uiterlijk de dertigste dag volgend op de datum van verzending van het aangezekend schrijven van de werknemer geschieden.

§ 6. Bij gebrek aan de in § 1 beoogde verklaring door de gerechtigde en/of het in § 2 beoogde aangezekend schrijven, binnen de vastgestelde termijn, wordt de betaling van het lopende pensioen geschorst gedurende een maand en in geval van herhaling gedurende drie maanden.

Bij gebrek aan de in § 1 beoogde verklaring door de echtgenoot van de gerechtigde, binnen de vastgestelde termijn, wordt het bedrag van het lopende pensioen dat is toegekend overeenkomstig artikel 4, § 1, eerste lid, 1^o of 2^o, betaald gedurende een maand en, in geval van herhaling, gedurende drie maanden, volgens het bedrag dat is aangegeven in artikel 4, § 1, eerste lid, 3^o of 4^o, naargelang het respectievelijk een ondergrondse of een bovengrondse arbeider betreft.

De bevoegde Bestuurscommissie spreekt de bij het eerste en tweede lid voorgeschreven sancties uit overeenkomstig de regels die zijn gesteld in artikel 12, §§ 1 tot 3 van dit besluit.

De schorsing heeft, in afwijking van de bepalingen van artikel 21, § 2, geen weerslag op het recht op vakantiegeld en op de aanvullende toelage op het vakantiegeld.

De sancties die in het eerste en het 2e lid zijn voorgeschreven kunnen niet meer worden opgelegd wanneer een termijn van vijf jaar is verlopen te rekenen vanaf de dag waarop de aangiftetermijn verstreek.

§ 7. Bij gebrek aan de in § 1 beoogde verklaring door de werkgever binnen de vastgestelde termijn is deze ertoe gehouden aan het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers een forfaitaire vergoeding te betalen waarvan het bedrag gelijk is aan drie maal het gemiddeld minimum maandinkomen, zoals vastgesteld door de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De Minister die Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft stelt de voorwaarden en de modaliteiten betreffende de invordering en de betaling van de vergoeding vast. »

Art. 3. In artikel 32, eerste lid van het koninklijk besluit van 19 november 1970 voornoemd, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 augustus 1972 en 30 juli 1981, worden de woorden « en past, op verzoek van het Nationale Pensioenfonds van mijnwerkers, de bij artikel 13, § 5 bepaalde sancties toe » geschrapt.

Art. 4. De bepalingen van artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 19 november 1970 voornoemd, zoals ze voor hun wijziging door artikel 1 van dit besluit waren gesteld, blijven van toepassing tot 31 december 1993, voor de gerechtigden wier pensioen is ingegaan vóór 1 januari 1993, indien ze voor hen voordeliger zijn en voor zover zij een beroepsbezigheid uitoefenen op 1 januari 1993 die vóór die datum overeenkomstig de reglementering werd aangegeven.

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 2 van dit besluit moet de verklaring, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor het eerst vóór 1 januari 1993 zijn ingegaan, worden gedaan uiterlijk op 30 juni 1993 :

1^o door de pensioengerechtigde, of in voorkomend geval door zijn echtgenoot, die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een beroepsbezigheid uitoefent waarvoor hij de vereiste verklaring nog niet heeft gedaan;

2^o door de werkgever die een pensioengerechtigde tewerkstelt die vóór de inwerkingtreding van dit besluit bij hem in dienst is getreden.

§ 2. Bij gebrek aan de in § 1 beoogde verklaring zijn, naargelang het geval, de in artikel 2 van dit besluit beoogde sancties van toepassing.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 1 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MOUREAUX